



Les racines américaines de la guerre civile au Liban (1975-2000)

Liban-Mémoires de guerre (1/3)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 07 avril 2018

[Madaniya](#) 5 avril 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Madaniya.info publie un dossier spécial en trois volets intitulé «Liban-Mémoires de guerre», réalisé par René Naba directeur du site, qui a assuré une adaptation condensée, en version française, de l'ouvrage d'un diplomate américain James R. Stocker intitulé: «Spheres of intervention: US foreign policy and the collapse of Lebanon 1967-1976», James R. Stocker, Cornell University Press.

- <http://www.cornellpress.cornell.edu/book/?GCOI=80140100599430>

Sommaire

- Liban-Mémoires de guerre 1/3: Les racines américaines de la guerre civile au Liban (1975 -2000)
- Liban-Mémoires de guerre 2/3: Le Pacte national, un mensonge dont la composante musulmane de la population libanaise en a été la victime.
- Liban-Mémoires de guerre 3/3: Serge Soghanalian (1929-2011), parfait représentant du monde interlope des marchands de mort

avec en Additif

1- Liban: Le 17 Mai 1983, «A Day Of Infamy», Un jour d'infamie, «Yom Al A'Ar, Ya Lil A'AR». Papier publié à l'occasion du 35 me anniversaire de la conclusion du traité de paix israélo-libanais. Un récit de la face cachée de ce jour d'infamie. Un traité abrogé pr la volonté du peuple, rare cas de l'abolition d'un traité international du fait d'un soulèvement populaire.

2- De l'utilité de certaines rumeurs en temps de guerre

Par Roger Naba'a*

La rumeur est une continuation de la guerre (civile/confessionnelle), par d'autres moyens.

L'auteur, James Stocker a appris l'arabe à l'Université de Damas. En prévision de la rédaction de son ouvrage, il a effectué un séjour d'un an au Liban pour sa documentation.

L'auteur se fonde sur les archives du Département d'état, du Conseil National de Sécurité, des services de renseignements américains, ainsi que sur les archives des bibliothèques des présidents Lyndon Johnson, Richard Nixon et Gerald Ford, de même que sur les notes personnelles de Joseph Sisco, ancien sous secrétaire d'état pour les affaires du Moyen

orient.

La version arabe de cet ouvrage a été assurée par l'universitaire américain d'origine libanaise, Assaad Abou Khalil, animateur du blog <http://angryarab.blogspot.fr/> par ailleurs contributeur du journal Libanais «Al Akhbar», qui en a assuré la publication des principaux passages dans une série d'articles en dix volets.

Le compte rendu de l'ouvrage en version anglaise se trouve sur ce lien du même auteur:

- <http://angryarab.blogspot.fr/2016/09/james-stokers-new-book-on-lebanon-most.html>

Fait significatif: Dans sa relation des faits, l'auteur de l'ouvrage s'abstient de mentionner les interventions israéliennes contre la population libanaise, notamment les raids réguliers de l'aviation israélienne et le pilonnage de l'artillerie contre les villages du sud Liban, de même qu'il s'abstient de mentionner l'ampleur de la terreur infligée par l'armée israélienne à la population civile libanaise.

L'adaptation en version française a été réalisée par René Naba, directeur du site www.madaniya.info

Fin de la note de la Rédaction.

LES PRINCIPAUX POINTS DE CET OUVRAGE

I - Prélude: L'élection du président Camille Chamoun.

Les États Unis ont «littéralement acheté» l'élection du pro-occidental Camille Chamoun à la présidence de la République libanaise (1952-1958), autrement dit soudoyé les députés libanais pour faire triompher leur candidat contre son rival, le dirigeant nationaliste Hamid Frangieh, ancien ministre des Affaires étrangères.

Pourquoi un tel engouement pour le 2eme président de la République libanaise, vraisemblablement parce que Camille Chamoun, grand ami du chah d'Iran et des monarchies hachémrites pro britanniques d'Irak et de Jordanie, était un grand pont de la franc-maçonnerie arabe, à l'instar de bon nombre de dirigeants arabes.

A propos de Camille Chamoun

- <http://www.madaniya.info/2016/09/30/franc-maconnerie-dans-le-monde-arabe-et-musulman-2-2/>

M. Chamoun a été élu en 1952 à une date où les États Unis, émergeant comme les grands vainqueurs de la II me guerre mondiale, commençaient à se positionner sur l'échiquier mondial, en substitution aux deux anciennes puissances coloniales européennes: La Grande Bretagne et la France. Une période marquée au Moyen-Orient par le lancement du Point Four d'un programme de coopération entre les États Unis et le Monde arabe, sur le modèle du Plan Marshall pour l'Europe; par le coup d'état de la CIA contre le premier ministre nationaliste iranien Mohamad Mossadegh (1953), coupable d'avoir nationalisé les installations pétrolières iraniennes; enfin la constitution du Pacte de Bagdad (1955), regroupant des pays musulmans sunnites Pakistan et Turquie, autour de la dynastie hachémite d'Irak. Ce pacte devait servir de maillon intermédiaire entre l'Otan (Europe /

États Unis) et l'OTASE (Asie du Sud Est).

Camille Chamoun, poulain des Américains par excellence, au même titre que le premier ministre irakien de l'époque monarchique, Noury Said, refusera de rompre les relations diplomatiques du Liban avec la France et la Grande Bretagne, en signe de solidarité avec l'Égypte, victime d'une agression tripartite à la suite de la nationalisation du Canal de Suez (1956), une agression menée par les deux anciennes puissances coloniales de la zone (France et Grande Bretagne) et leur créature Israël, signe indiscutable d'un alignement aveugle aux objectifs atlantistes.

Camille Chamoun achèvera son mandat dans la première guerre civile libanaise. La guerre a éclaté en Mai 1958 avec l'assassinat d'un journaliste libanais Toufic Al Matni, mettant le feu au poudre, alors que l'Égypte et la Syrie, sous l'égide de Gamal Abdel Nasser, auréolé de la nationalisation du Canal de Suez (1956), procédait à l'Union des deux Républiques arabes.

Les États Unis débarqueront des troupes au Liban en juillet 1958, parallèlement au parachutage de commandos britanniques en Jordanie, afin de contrebalancer les effets du coup d'état anti monarchique en Irak et la proclamation de la République par le général nationaliste Abdel Karim Kassem.

Au delà des grands principes hautement proclamés et régulièrement brandis contre leurs détracteurs, il en ressort que les États Unis n'hésitent pas à recourir à la corruption pour s'assurer une clientèle docile visant à imposer leur hégémonie.

II - A propos de la 2eme guerre civile libanaise (1975-1990)

Le leadership maronite, responsable du feu initial.

1- Le leadership maronite est responsable du déclenchement de la guerre. Les États Unis et les principaux dirigeants chrétiens (aussi bien les anciens présidents Camille Chamoun, Charles Hélou et Soleimane Frangieh que Pierre Gemayel (phalangistes) et Raymond Eddé, de même que la hiérarchie militaire chrétienne plaidaient ouvertement en faveur du maintien du système de répartition confessionnelle du pouvoir assurant une prépondérance de la communauté maronite au sein du système politique libanais.

2- L'Alliance tripartite des trois principaux dirigeants maronites (Camille Chamoun, Pierre Gemayel, Raymond Eddé), scellée à l'occasion des élections législatives de 1968 dans la foulée de la défaite arabe de juin 1967, constituait en fait un pacte de confrontation tant contre l'OLP, massivement implantée à Beyrouth après le massacre palestinien du «Septembre Noir» jordanien (1970) que contre la gauche libanaise en vue de museler les forces contestataires à l'hégémonie occidentale au Moyen orient. Raymond Eddé, le chef de file des chrétiens modérés, se dégagera de ce pacte au déclenchement de la guerre civile libanaise en 1975 et ne prendra pas les armes ni contre les Libanais, ni contre les Palestiniens.

Pour aller plus loin

- <http://www.renenaba.com/france-liban-a-propos-des-maronites/>
- <http://www.renenaba.com/raymond-edde-lantithese-dun-chef-de-guerre/>

III- L'Armée libanaise et sa passivité face à Israël.

A- Les pourparlers d'armistice israélo libanais de Nakoura, un leurre, un «paravent» à une coordination militaire entre les deux pays.

Ces pourparlers, aménagés par l'accord d'armistice de 1948 signé entre Israël et les pays arabes du champ de bataille, se sont poursuivis au delà du délai raisonnable à ce genre de négociations.

Ces pourparlers servaient en fait de «paravent à une coordination politique entre les deux pays», avec les encouragements des États Unis. Se tenant au poste frontière libanais de Nakoura (sud-Liban), ils n'ont jamais bridé Israël dans ses agressions répétées contre le Liban, pas plus à empêcher la violation de l'espace aérien libanais par l'aviation israélienne, de même que les tirs de saturation de l'artillerie israélienne contre les villages du Sud Liban, en vue de forcer à l'exode la population de cette zone à majorité chiite et la refouler vers Beyrouth.

Un exode forcé destiné à constituer à Chyah (sud Beyrouth), -la fameuse Dayeh des journalistes occidentaux-, une ceinture de misère autour de la capitale libanaise, à proximité des camps palestiniens de Sabra Chatila, sur la route de l'aéroport.

Dans le prolongement de cette connivence, Israël n'hésitera pas à instrumentaliser les officiers félons de l'armée libanaise (Saad Haddad et Antoine Lahad) pour constituer une armée de supplétifs faisant office de garde frontières de l'État Hébreu, sous le vocable d'«Armée du Sud Liban» (ASL), au plus fort de la guerre civile libanaise.

B- Le comportement singulier des deux anciens commandants en chef de l'armée, le général Émile Boustany et son successeur, le général Iskandar Ghanem.

L'autonomie du commandement de l'armée à l'égard du pouvoir politique était telle que lors de la guerre de juin 1967, le commandant en chef (chrétien) de l'armée, le général Émile Boustany, refusera d'obtempérer aux ordres du premier ministre sunnite Rachid Karamé d'engager les hostilités contre Israël par solidarité avec les pays arabes du champ de bataille (Égypte, Syrie).

Le général Emile Boustany passera à la postérité pour sa passivité lors du raid israélien contre la flotte aérienne civile libanaise et l'aéroport international de Beyrouth-Khaldé, en décembre 1968, ainsi que dans son implication dans une affaire de rétrocommissions consécutive à l'achat de missiles CROTALE à l'armée française. En toute impunité.

Terme ultime d'une carrière affairiste, le général Boustany boiera néanmoins la coupe jusqu'à la lie de ses forfaitures, en représentant le Liban à la signature de l'accord palestino libanais du Caire, en novembre 1969, légalisant la présence armée palestinienne au Liban, sous l'égide de Nasser, signant par là même sa défaite symbolique face à ses adversaires.

Son successeur, le général Iskandar Ghanem, auparavant commandant militaire de la place de Beyrouth, s'est distingué, lui, par sa désinvolture lors du raid israélien contre le centre de la capitale libanaise, en avril 1973, décapitant certains des principaux dirigeants de l'OLP, Abou Youssef An Najjar, ministre de l'intérieur de l'OLP, Kamal Nasser, porte parole de la centrale, ainsi que Kamal Adwane, responsable de la jeune garde palestinienne.

Le Général Ghanem sera promu commandant en chef de l'armée en dépit de sa forfaiture,

malgré les demandes répétées du premier ministre de l'époque Saéb Salam réclamant sa démission en guise de sanction.

C- Le commandant Johnny Abdo, désigné par les Israéliens pour succéder à Bachir Gemayel: membre du Conseil de Guerre des Forces Libanaises.

La passivité de l'armée à l'égard des raids successifs israéliens tant contre Beyrouth que contre le sud Liban, sur trente ans, de même que les visées israéliennes sur les fleuves du sud Liban (Litani et Zahrani) ont conduit à l'émergence d'un corps d'auto-défense chiite, se substituant à la vacance du pouvoir d'état, pour la protection de la zone frontalière israélo libanaise.

L'histoire de l'armée libanaise face à Israël n'est pas une succession de glorieux faits d'armes mais un long récit de connivence et de forfaitures en ce que depuis l'indépendance du Liban en 1943, il y a 73 ans, tous les commandants en chef qui se sont succédé à la tête de l'armée, -tous à la notable exception du Général Émile Lahoud-, ont considéré l'État Hébreu comme le gros bâton avec lequel il importait de mater la contestation populaire libanaise et par la suite la Résistance palestinienne.

Durant la 2eme guerre civile libanaise, le commandement de l'armée libanaise disposait de sa propre organisation crypto terroriste «At tanzim», qu'elle activait en sous main durant les période de trêve pour relancer les hostilités.

La symbiose entre le haut commandement de l'armée et les milices chrétiennes était telle qu'un des responsables du 2me bureau libanais (le service des renseignements), le commandant Johnny Abdo, siégeait au Conseil de guerre du Front Libanais, coalition des milices chrétiennes. Homme de l'ombre par excellence, Johnny Abdo avait été désigné par les Israéliens pour succéder à Bachir Gemayel, à la suite de l'assassinat du chef phalangiste à la veille de sa prise de fonction comme Président de la République, en septembre 1982.

Diplômé des académies militaires anglo saxonnes, contrairement à tous ses prédécesseurs et ses successeurs de formation française, Emile Lahoud Chef d'État-major des Armées (1989-1998), puis Président de la République (1988-2007) sera le théoricien de la «doctrine de la riposte» face aux agressions répétées israéliennes particulièrement contre le sud Liban, initiant une réplique à double détente contre les empiétements de l'État Hébreu, combinant une action conjuguée de l'armée en soutien à la guérilla du Hezbollah Libanais.

Aux mépris du Droit International, contrairement à tous les usages internationaux, Émile Lahoud, unique chef d'état chrétien du Monde arabe, sera néanmoins mis en quarantaine à l'instigation du président français Jacques Chirac à la suite de l'assassinat de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais dont il était le partenaire affairiste et son pensionnaire posthume.

Pour aller plus loin sur cette séquence

Johnny Abdo le candidat des Israéliens à la succession du chef phalangiste Bachir Gemayel

- <http://www.al-akhbar.com/node/273130>

Johnny Abdo l'homme de l'ombre par excellence

- <http://www.renenaba.com/wissam-al-hassan-la-dague-du-dispositif-securitaire-sa>

De rebondissements en rebondissements, d'escalades en escalades, une telle passivité conduira à la constitution du Hezbollah et à sa redoutable riposte asymétrique balistique, faisant de la formation politico militaire chiite l'artisan du retrait israélien du Liban, sans traité de paix, ni négociation, cas unique dans les annales de la guerre contemporaine.

Sur le Hezbollah

Hassan Nasrallah, premier dirigeant depuis Nasser à avoir su développer une capacité d'influence sur l'opinion publique israélienne.

- <http://www.madaniya.info/2016/07/10/hassan-nasrallah-premier-dirigeant-arabe-depuis-nasser-a-avoir-su-developper-une-capacite-d-influence-sur-l-opinion-publique-israelienne/>

Le Hezbollah, sentinelle de l'indépendance libanaise

- <http://www.madaniya.info/2016/07/15/hezbollah-hassan-nasallah-la-sentinelles-d-e-l-independance-libanaise-2-2/>

IV- L'exode des Chrétiens du Liban, la plus grosse intoxication de la première phase de la guerre.

L'information selon laquelle les Américains envisageaient la déportation des chrétiens libanais hors du Liban constitue un «grand mensonge». La rumeur a été forgée par le leadership chrétien afin de «forcer à la solidarité la population chrétienne du Liban» consternée par l'ampleur des dégâts, la tournure des combats et de les conduire à rallier les rangs des milices combattantes.

La rumeur a été amplifiée au moment de la visite de l'émissaire américain au Liban Dean Brown, envoyé du président Gerald Ford, «venu précisément réaffirmer l'engagement des États Unis à soutenir l'effort de guerre des milices chrétiennes» que le leadership maronite voulait impressionner par l'importance de l'adhésion chrétienne à la cause milicienne.

Les encouragements de Dean Brown ont conduit le leadership maronite à refuser toute concession à leurs adversaires palestino progressistes, prolongeant d'autant les hostilités, la destruction du Liban, la souffrance de sa population et l'affaiblissement du Liban. Comme quoi les conseillers ne sont jamais les payeurs.

L'accord de Taëf (Arabie saoudite), qui mit fin en 1989 à la guerre du Liban, a consacré le déclassement des prérogatives constitutionnelles des Maronites, sanction inéluctable de leur cécité politique et de leur bellicisme à tout crin.

V- Les États Unis: La transparence pour les autres.

Les États Unis prônent la transparence pour les autres. Au Liban, ils étaient soucieux de disposer d'un canal direct de communication avec le Président de la République en «court-circuitant le ministère des Affaires étrangères afin que ces pourparlers «TOP SECRET» ne soient pas consignés dans les archives du ministère».

Sous Charles Hélou (1964-1970), l'émissaire libanais a été Michel El Khoury, fils de l'ancien

président de la République, dont l'activité secrète était camouflée par la fonction de Président du Conseil National du tourisme. M. Michel El Khoury sera gratifié de son rôle souterrain par sa nomination ultérieure au poste de Gouverneur de la Banque du Liban. Sous Soleimane Frangieh (1970-1976), la fonction était dévolue à son gendre Lucien Dahdah.

VI- La responsabilité directe des États-Unis dans la guerre du Liban.

Les États-Unis n'appréhendait pas la guerre du Liban comme un conflit entre chrétiens et Musulmans, mais bien comme un conflit idéologique entre la droite et la gauche, quand bien même le leadership maronite incitait l'administration américaine à intervenir militairement au Liban pour museler la gauche libanaise, au plus fort du flux nassérien (1960-1967), puis la résistance palestinienne.

Deux dirigeants druzes alliés de Camille Chamoun, l'Émir Majid Arslane, ancien ministre de la Défense et le député Fadlallah Talhouq, plaidaient en ce sens auprès de leurs interlocuteurs américains, davantage soucieux, eux, de combattre leur rival électoral Kamal Joumblatt, chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP) et futur chef de la coalition palestino progressiste.

Les États Unis ont favorisé l'amplification des hostilités comme dérivatif aux pourparlers de paix égypto israéliens, dans la foulée de la guerre d'Octobre 1973, afin d'embourber la Syrie au Liban et de fixer l'OLP dans cette guerre infractionnelle.

A ce titre l'administration américaine a facilité le transfert des armes via la Jordanie et Israël. L'aide militaire américaine n'était pas tant destinée à renforcer l'armée libanaise mais de la doter des moyens de lutte contre les organisations palestiniennes et les mouvements de la gauche libanaise. De les «frapper», dans l'intérêt de la sécurité d'Israël.

Sous le mandat du président Charles Hérou, l'aide économique américaine était, elle aussi, conditionnée par l'engagement du pouvoir libanais à durcir la répression contre les forces progressistes libanaises.

Pour aller plus loin sur Beyrouth et sa fonction traumatique à l'encontre des Israéliens

- <http://www.madaniya.info/2015/04/13/liban-beyrouth-le-vietnam-d-israel/>

Et sa fonction critique à l'égard des Arabes

- <http://www.renenaba.com/beyrouth-ouest-le-dernier-carre-de-la-contestation-arabe/>

VII -La relation Syrie/ États-Unis

La relation de la Syrie avec les États Unis lors de la présence syrienne au Liban (1976-2005) était infiniment plus étroite que la relation entre la Syrie et l'URSS. Damas se plaignait auprès de Washington des contraintes imposées par Moscou au Liban, visant à ménager ses alliés du camp palestino progressiste. Mais le président Hafez al Assad s'est abstenu d'opérer un changement d'alliance comme cela a été le cas avec le président égyptien Anouar Al Sadate, conscient des dégâts qu'un tel revirement allait produire sur la scène régionale et de la grande dépendance vis à vis des États Unis et des pétromonarchies dans

laquelle se placerait la Syrie du fait de ce virage.

Pour aller plus loin sur ce thème

- <http://www.madaniya.info/2016/04/05/extraits-de-l-article-de-robert-f-kennedy-jr-a-la-revue-politico/>

(NDA: Sadate, artisan du traité de paix avec Israël, a été assassiné le 6 octobre 1981, par des islamistes, poulains des Américains dans la guerre anti soviétique d’Afghanistan, alors que la Syrie, en pleine tourmente djihadiste dans la séquence dite du «printemps arabe», bénéficiera du soutien militaire résolu de la Russie au point de renverser le cours de la guerre, à titre de «prime à la fidélité» de la Syrie vis à vis de la Russie, après l’effondrement du bloc soviétique. L’Égypte, pour sa part, au terme d’une séquence de quarante ans d’alignement sur les États Unis, sous la double présidence d’Anouar El Sadate et de Hosni Moubarak, a opéré n 2015 un recentrage en direction de la Russie sous la présidence du Maréchal Abdel Fattah Al Sissi)).

Sur ce lien la version arabe de cette tranche

- <http://www.al-akhbar.com/node/264254>

La source originale de cet article est [Madaniya](#)

Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2018

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l’AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l’information, membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme et de l’Association d’amitié euro-arabe. Auteur de “L’Arabie saoudite, un royaume des ténèbres” (Golias), “Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l’imaginaire français” (Harmattan), “Hariri, de père en fils, hommes d’affaires, premiers ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la

Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca